

de l'ONU à contribuer à ses travaux, et l'OEA sera le premier organisme régional à répondre à cette invitation. Nous espérons que cette initiative constituera pour le reste du monde une brillante démonstration de ce qui peut se faire sur le plan de la coopération régionale en matière d'environnement.

Dans ses relations avec-la-région,- le-gouvernement du Canada a une autre priorité : encourager la démocratie et renforcer les institutions et les processus démocratiques. Pratiquement tous les gouvernements de cet hémisphère ont été élus démocratiquement; il s'agit là d'une réussite dont nous devrions tous être très fiers. Cela ne veut cependant pas dire que nous puissions être complaisants. La démocratie est absolument essentielle au bien-être de nos pays - sur les plans de la paix et de la stabilité, de la croissance économique et sociale, et du respect des droits de la personne. Il faut que nous nous assurions de créer les conditions nécessaires à son enracinement et à son épanouissement d'un bout à l'autre de l'hémisphère.

Les élections sont un élément crucial, mais seulement une première étape dans la voie du développement démocratique. Toutes les nations démocratiques, y compris le Canada, sont sans cesse forcées de mettre en oeuvre de nouvelles lois, de nouvelles politiques et de nouveaux règlements pour renforcer la liberté, l'égalité et la paix au sein de leurs frontières.

L'OEA a pris un certain nombre de mesures très positives à cet égard au cours des dernières années. En effet, elle s'est révélée une véritable gardienne de la démocratie dans l'hémisphère. Les engagements politiques en faveur de la démocratie qu'ont pris les États membres lors des récentes assemblées générales - engagements qui ont atteint un sommet l'année dernière avec le Protocole de Washington et la Déclaration de Managua - sont la preuve que les pays de l'hémisphère aiment la démocratie et tout ce qu'elle représente. Le Canada, qui a été le premier pays à ratifier le Protocole de Washington en octobre 1993, exhorte donc tous les pays membres de l'OEA à se joindre à lui dans cette expression concrète de la détermination de l'OEA à soutenir et à préserver l'autorité démocratique.

Le Canada demeure convaincu que l'Unité pour l'encouragement de la démocratie, mise sur pied en 1990, a un rôle essentiel à jouer. Ce rôle consiste à aider les gouvernements de l'hémisphère à jeter les bases convenables de l'expansion de la démocratie à long terme. Le plan de travail actuel de l'Unité, axé sur la formation pratique destinée aux législateurs et aux hauts fonctionnaires, les campagnes de sensibilisation populaires, et ainsi de suite, est extrêmement prometteur. L'OEA peut aider davantage les gouvernements nationaux à renforcer les institutions démocratiques y compris les parlements et les pouvoirs judiciaires.